

Déclaration de Saint-Antonin Libreval, 9 septembre 2021

Nous nous adressons à vous en tant que membres d'une assemblée d'autodéfense populaire de Saint-Antonin et des villages alentours, en lutte contre le passe sanitaire et l'obligation vaccinale. Habitants de ces vallées et de ces causses, dans le Tarn et le Tarn-et-Garonne, nous nous réunissons chaque semaine depuis la fin juillet pour nous organiser face à une mesure qui représente un basculement dans l'histoire de l'État français. Nous allons aux manifestations du samedi ensemble et nous faisons un travail d'information, entre nous et auprès du reste de la population, y compris celles et ceux qui ne pensent pas comme nous. Nous avons créé cet espace pour que toute personne refusant le passe sanitaire puisse trouver du soutien moral et matériel, face aux risques de perdre son travail, son revenu, une partie de sa vie sociale.

C'est pourquoi la résistance de restaurateurs des villages alentours à l'application du passe dans leur établissement constitue pour nous le type d'acte de désobéissance dont notre société a besoin pour ne pas se cliver et sombrer, face à un pouvoir technocratique qui tente de la mettre à genoux. Nous avons donc cherché, dès le départ, à soutenir cette action, à proposer de l'aide pour qu'elle s'enracine dans le temps et s'étende dans l'espace. Nous ne nous voyons pas du tout comme « le village des irréductibles », nous pensons que de tels actes peuvent apparaître un peu partout et dans d'autres professions, dans d'autres établissements publics.

Nous venons nous-mêmes d'horizons professionnels et politiques divers. Mais nous nous retrouvons sur la conviction que le passe sanitaire n'est pas un outil de santé publique efficace : c'est d'abord un outil de politique industrielle, et de soumission de la population.

Face au virus Sars-cov2, 18 mois après le début du premier confinement, plusieurs mesures fondamentales de protection de la population et de prévention des maladies n'ont toujours pas été prises. Sur les 160 000 lits d'hôpitaux fermés en France entre 1990 et 2017, le gouvernement s'est vaguement engagé à en rouvrir 4 000 lors du Ségur de la santé. De même, alors qu'on a très tôt établi que les victimes les plus fréquentes du Covid sont les malades chroniques, atteints de pathologies liées à l'alimentation et à la pollution générale (maladies respiratoires, cardiovasculaires, obésité, diabète, hypertension et cancers), aucune mesure de santé publique liée à ces problèmes majeurs n'a été prise, telle l'interdiction de la publicité pour les aliments ultra-transformés ou les *fast foods*, la limitation des phtalates ou des perturbateurs endocriniens, une sortie rapide des pesticides en agriculture... Autre exemple : alors même que le ministère de l'Écologie met en avant le rôle de l'élevage industriel dans l'apparition des épidémies, les installations d'élevages gigantesques se multiplient dans toute la France ; et qui songe à fermer les laboratoires P4 de la Vallée du Rhône, alors qu'il est également possible que le Sars-Cov 2 soit sorti d'un centre de recherche de cette sorte ?

Non seulement le gouvernement n'a pris aucune mesure de santé susceptible de nuire à l'orthodoxie néo-libérale et aux intérêts économiques dominants, mais la politique qu'il adopte au nom de la lutte contre le coronavirus favorise nettement les deux industries dominantes que sont le « big pharma » et le « big data ». Ainsi le passe sanitaire est-il d'abord un outil de collecte de données, de promotion du numérique et de l'intelligence artificielle.

Il est aussi un outil destiné à trier et soumettre la population. Nous sommes face à un régime politique qui tente tout simplement de mettre à l'écart de la vie sociale celles et ceux qui ne sont pas d'accord avec lui. Comment peut-on tolérer que des personnes ne puissent plus avoir de rendez-vous médicaux à l'hôpital, perdent leur travail (ou soient, pour les enfants, peut-être bientôt exclus de l'école), parce qu'elles ne sont pas vaccinées ?

Nous ne sommes pas des anti-vaccins comme la presse aime à caricaturer l'opposition au passe sanitaire. Nous sommes des personnes qui pensent que les vaccins, c'est comme les antibiotiques, « c'est pas automatique » ; et « en abuser, ça peut craindre ». Sérieusement : nous pensons que la prudence d'une partie importante de la population vis-à-vis de technologies, quoi

qu'on en dise, nouvelles n'a rien de malsain. Cette prudence devient méfiance quand il n'existe pas de réel contre-pouvoir à l'industrie pharmaceutique et que le gouvernement affirme contre les faits que la vaccination généralisée fera disparaître le virus comme par enchantement. Nous sommes aussi choqués par l'impossibilité des controverses scientifiques ouvertes depuis mars 2020, et tout particulièrement sur la question des vaccins. Nous réclamons la liberté du débat entre chercheurs qui ne tirent pas les mêmes conclusions de leurs travaux.

Une mesure comme le passe sanitaire est faite pour durer. La seule chance que ce dispositif ne devienne pas permanent, c'est que nous nous y opposions en grand nombre. Les restrictions de liberté posées au nom de la santé depuis un an et demi ne s'arrêteront pas sans que nous les contestions. C'est parce que nous obéissons que notre vie se rétrécit et que le pouvoir exploite de manière toujours plus éhontée le problème du Covid.

Ici, nous nous réunissons chaque semaine, le jeudi à 18 heures, en alternance à Saint-Antonin et à Vaour. Rejoignez-nous pour organiser la résistance et la désobéissance civile, indispensable à la reconstruction d'une vie sociale et politique. Nous appelons à faire la même chose partout : organisez des assemblées populaires dans vos quartiers, vos villages... Désertez les réseaux sociaux, lâchez vos smartphones (et leurs QR codes), voyons-nous en vrai – avec la prudence que chacun juge nécessaire –, parlons-nous pour inventer les moyens de refuser l'inacceptable.